



Our ask for fair, urgent and evidence-based climate policies

Appreciation: We respect the enduring work of all politicians during this time of converging crises.

The Facts: After a brutal ten straight years of record-breaking global temperatures, 2024 marked the first calendar year where average global temperatures exceeded 1.5°C above pre-industrial levels, the threshold past which many of the deadliest effects of climate change begin to become unavoidable if we do not act soon. Here at home, some families, such as those in Jasper, have already lost everything while 2025's early few months of wildfires have already devoured land at a pace unseen in any year other than the historic 2023 season. In this time of blazing heat, we desperately need trail-blazing climate action that is fair to all.

Listen to the experts: In March 2023, the Intergovernmental Panel on Climate Change (the IPCC) released its final assessment report in its sixth cycle (AR6) – [the Synthesis report](#). The report is quite clear: despite having briefly pushed past the 1.5°C target, our long-term goal is not lost. There's still time and sufficient global capital to rapidly reduce greenhouse gas pollution and avoid the worst climate catastrophes if leaders act *now*.

To this aim, since 2010, Citizens' Climate Lobby Canada has lobbied continuously for the most effective climate policies possible. The *Greenhouse Gas Pollution Pricing Act* of 2018 came close to enacting our preferred method of reducing emissions, which is through a rising, upstream [carbon price](#) with dividends returned to households. In recent years, the consumer portion of this carbon pricing policy lost political favour in spite of its favourable real-world qualities. Despite this, our goal of sustaining a liveable world does not end there. Given the urgency of the crisis and the evidence at hand, we are asking that our parliamentarians:

1. Maintain and strengthen industrial carbon pricing, with a steadily increasing national carbon price and increasing stringency in its application.
2. Follow the European Union's lead in implementing a Canadian Carbon Border Adjustment Mechanism.
3. Finalize regulations for methane emissions from the oil and gas sector.
4. Finalize regulations for the cap on GHG emissions from the oil and gas sector, with shorter timelines for implementation and without escape hatches like offsets or a Decarbonization Fund.
5. Ensure the development of Canada's sustainable investment guidelines by 2026 as well as policies for climate aligned finance.



Citizens' Climate Lobby Canada

Lobby Climatique des Citoyens

Notre demande de politiques publiques d'atténuation des changements climatiques équitables et fondées sur les données probantes

Appréciation : Nous respectons le travail de longue haleine de tous les politicien.nes en cette période de crises convergentes.

Les faits : Les impacts actuels des changements climatiques sont sans précédent, avec des records de sécheresse, de précipitations et de températures observés à l'échelle mondiale. Le Canada et la planète entrent dans l'été le plus chaud jamais enregistré. L'année dernière, le Canada a connu la pire saison d'incendies de forêt de son histoire en termes de superficie totale brûlée, et les mois d'hiver n'ont guère apporté de soulagement. Il est urgent d'agir.

Écoutez les experts : En mars 2023, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié son dernier rapport d'évaluation du sixième cycle (AR6) - [le rapport de synthèse](#). Heureusement, le rapport de synthèse indique clairement que le capital mondial est suffisant pour réduire rapidement la pollution par les gaz à effet de serre si les obstacles existants sont levés.

Depuis 2010, le [Lobby climatique des citoyens du Canada](#) milite en faveur d'un prix du carbone croissant, sans incidence sur les recettes, applicable à l'ensemble de l'économie et comprenant un mécanisme d'ajustement à la frontière pour le carbone (MAFC). Le prix du carbone doit comporter un minimum d'exceptions fondées sur des principes, et les dividendes doivent être distribués équitablement aux ménages. Compte tenu de l'urgence de la crise et des preuves dont nous disposons, nous demandons à nos parlementaires de faire ce qui suit :

1. Suivre l'exemple de l'Union européenne en mettant en œuvre un **MAFC** d'ici 2026. Pour se préparer au MAFC, les politiques canadiennes de tarification du carbone doivent être harmonisées en termes de prix de la pollution par le carbone dans toute la Confédération, de couverture (des émissions de GES, de l'énergie, de l'eau et de l'air) et de transparence.
2. Combattre la **désinformation** sur le changement climatique et soutenir le [projet de loi C-372](#), *Loi concernant la publicité relative aux combustibles fossiles*.
3. Dans les provinces où s'applique la composante « Redevance sur les combustibles » de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre (LTPGES)*, déployer plus rapidement et de manière plus transparente la **partie des revenus de la redevance sur les combustibles désignée à l'avance** pour les petites et moyennes entreprises, les municipalités, les universités, les écoles et les hôpitaux, ainsi que les communautés autochtones.
4. (a) Déplacer l'**électricité produite à partir de gaz fossile** du système de tarification fondé sur le rendement vers la composante « Redevance sur les combustibles » du LTPGES et,
(b) Promulguer [le projet de règlement sur l'électricité propre](#) d'ici juillet 2024 et veiller à ce qu'il **élimine effectivement les combustibles fossiles** du réseau électrique canadien d'ici 2035.
5. Veiller à ce que la réglementation finale sur le plafonnement des émissions de GES du secteur pétrolier et gazier soit en place d'ici la fin de 2024 et ne comprenne **pas d'échappatoire** comme des compensations ou un fonds de décarbonisation.
6. Soutenir le [projet de loi S-243](#), *Loi sur la finance alignée sur le climat*.